

« Il faut leur réapprendre à dormir et à manger ». À la Maison Asca, on répare les adolescents victimes de traite d'êtres humains

« On vous demandera de ne pas écrire nos noms et nos prénoms », précise une des deux voix au téléphone. Virginie, la directrice du centre qui héberge à l'année des mineurs victimes de traite d'êtres humains, est catégorique : aucun détail sur l'emplacement ou l'identité des jeunes ne doit filtrer. Seule précision divulgable, les enfants placés au sein de la Maison Asca ont tous été exploités par leurs familles, des mafieux rompus au vol à la tire ou encore des réseaux de proxénètes. Pour les protéger, chaque employé du foyer doit signer en même temps que son contrat de travail une clause de confidentialité. De nombreuses jeunes filles hébergées ici sont issues des réseaux de prostitution et activement recherchées par leurs maquereaux. « On a affaire à des adolescentes qui ont parfois été kidnappées par des bandes organisées, souligne la directrice. Alors cette confidentialité, c'est la seule solution. » Entre les murs de la Maison Asca, il faut vivre caché pour espérer se reconstruire.*

Unique en France, l'expérimentation menée par l'association Koutcha, qui a reçu la mention spéciale du « prix des droits de l'Homme de la République française » en 2025, a été imaginée en 2011 par un trio de travailleurs sociaux : un sociologue, une psychologue et une éducatrice spécialisée. À l'époque, ces derniers butent sur un constat. *« On rencontrait de nombreux enfants en errance et victimes de traite, mais dès lors qu'on arrivait à leur proposer une protection, les mécanismes ne tenaient jamais et les jeunes repartaient »*, explique à Charlie Olivier Peyroux, sociologue et cofondateur de l'association Koutcha. L'équipe se penche alors sur des pratiques menées par nos voisins. En Belgique,

l'association Espéranto a recours depuis 2002 à l'idée d'un centre isolé dont l'emplacement est tenu secret. « *Lorsqu'on l'a visité, on a reconnu des jeunes qu'on voyait dans les rues de Paris, c'est donc bien que l'on n'avait pas la bonne formule* », admet le sociologue. Après dix ans de réflexions et de recherches de financements, Koutcha a fini par ouvrir les portes de la Maison Asca en 2021. Et avec elle l'espoir pour des jeunes filles tenues par des proxénètes d'entrevoir une vie normale.

Bienvenue à Asca

« *Lorsque les jeunes filles arrivent, elles n'ont souvent que les habits qu'elles portent sur elles et n'ont pas mangé depuis plusieurs jours* », commence au bout du fil Nathalie*, une éducatrice salariée d'Asca depuis trois ans. Avant toute chose, il est nécessaire de déterminer l'état de santé de l'adolescente. La plupart d'entre elles sont psychiquement instables et addictes à de nombreuses substances. Il faut tout revoir et rapidement, « *créer un lien* » souligne Nathalie. En somme, les accueillir comme des adolescentes ordinaires. Les traumatismes et les épreuves du passé seront abordés par la suite, dans l'intimité des entretiens individuels. « *L'essentiel c'est d'abord de réapprendre à dormir, à manger. Je me souviens d'une jeune qui, pendant trois semaines, ne pouvait avaler qu'un morceau de pain et du fromage. C'était la seule alimentation qu'elle avait eue dans les réseaux* », se désole l'éducatrice.

Les premières semaines sont cruciales pour les mineures arrachées à leurs souteneurs. Ici, les portes du centre restent ouvertes et le plus compliqué est donc de réussir à effacer toute pulsion de fuite. C'est pourquoi entre les murs « *tout le monde doit accepter de laisser son téléphone à l'entrée* », explique la directrice du centre. Une déconnexion digitale qui, la nuit tombée, ravive les pires angoisses. « *Dans ces moments-là, elles ont besoin qu'on soit là avec elles, parfois jusqu'à trois heures du matin* », affirme l'éducatrice. Tout ne se fait pas en un claquement de doigts. Mais le temps passant et les activités proposées

par le centre aidant, les adolescentes de la Maison Asca retrouvent un semblant de cadre.

Ici, chaque pensionnaire reste pour une période de six mois, renouvelable une fois. Au jour le jour, *« tout se déroule comme dans une famille »*, commente la directrice du centre. Chaque jeune a sa propre chambre et peut accéder librement aux parties communes, au jardin. L'après-midi, les éducateurs alternent entre différentes activités : équithérapie, art-thérapie, escalade. Le matin, entre 9 heures et midi, un professeur vient aussi donner cours aux adolescentes placées ici par les foyers de l'aide sociale à l'enfance ou la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Mais la guérison n'est jamais linéaire. *« Les phénomènes d'emprise sont très forts et cela arrive régulièrement qu'elles fuguent »*, déplore Virginie.

Force de frappe

Et quand elles retrouvent leurs réseaux, les questions des proxénètes fusent. Où étaient-elles ? Que faisaient-elles et avec qui ? *« Des informations transmises sur l'emplacement du centre : il y en aura c'est certain car ce sont des jeunes vulnérables »*, admet la directrice de la Maison Asca. Malgré ces risques, l'association a mis en place des protocoles pour éviter le pire. En premier lieu, une attention particulière portée sur les profils accueillis. Même si les places sont limitées, il peut arriver que deux victimes d'un même réseau se retrouvent à l'intérieur du centre. *« On n'est pas non plus à l'abri que des proxénètes tentent d'envoyer une mineure pour essayer de récupérer la jeune qui serait passée chez nous ou simplement pour trouver l'adresse de la maison »*, explique Olivier Peyroux. Alors toute l'équipe, appuyée par un réseau de travailleurs sociaux, s'assure qu'ici personne ne se connaît avant d'arriver.

Avant même d'arriver à ce genre d'opérations extrêmes, les réseaux ou familles voulant retrouver ces mineures usent des voies légales. Chaque jeune placée ici est au cœur d'une procédure judiciaire, dont les dossiers

sont consultables par les avocats. Au sein du tribunal de Marseille, une magistrate ayant souhaité rester anonyme confie à *Charlie* : « *Dans ce genre de cas, ce qu'on fait c'est qu'on domicilie la victime de traite chez son avocat pour ne pas faire fuiter l'adresse du foyer ou du centre dans lequel elle se trouve. Mais les réseaux de traite d'êtres humains ont une force de frappe énorme, tout peut aller très vite.* » La direction de Koutcha s'est ainsi protégée. « *Notre adresse est une boîte postale qui ne correspond pas au lieu du centre* », explique Olivier Peyroux. Et chez Asca, même le procureur en charge des dossiers liés aux prostituées mineures ignore tout du village ou de la ville dans laquelle se trouve le centre.

Sécurité invisible

Reste donc les cas extrêmes. Une voiture qui débarque en trombe, avec à son bord des proxénètes prêts à tout pour récupérer leur rente. « *Des véhicules suspects ? On en a déjà vu rôder autour de la maison* », admet la directrice. Dans ces moments-là, les forces de l'ordre sont informées directement. Localement, elles connaissent le lieu du centre, tout comme la direction territoriale de la PJJ, et peuvent donc intervenir sans délais. « *On bénéficie d'une sécurité invisible* », lâche Virginie. Une vigilance du quotidien qui « *empêche d'avoir peur* » souffle la directrice. Et si cela ne suffisait pas, le réseau et les différents partenaires de l'association Koutcha peuvent aussi déplacer rapidement les mineures en danger.

Après cinq années d'existence, Olivier Peyroux entend changer d'échelle. Si la phase de test a permis aux professionnels sur le terrain de développer leur méthode, pallier les crises et adapter les méthodologies et protocoles, « *l'idée c'est maintenant de partager l'expérience et d'être en appui à des associations, des départements qui souhaiteraient monter des structures semblables* ». En France, l'expérimentation unique en son genre a apporté son lot de réussites. Après six mois, « *peu d'entre elles sont retombées sous le joug d'un réseau et celles qui ont renoué avec*

leurs anciens exploitants sont rapidement reparties », se félicite Olivier Peyroux. Car le suivi ne se rompt pas au pas de la porte du centre. Des semaines et des mois plus tard, les jeunes filles gardent le contact avec leurs éducateurs. Certaines appellent pour prendre des nouvelles. D'autres pour demander quelle nourriture acheter à leur animal de compagnie. Même tard le soir, les éducateurs prennent les appels de jeunes qu'ils ont eus au centre. « *On est là aussi pour elles, même après* », lâche l'éducatrice du centre. Finalement, si personne ne sait où se trouve la Maison Asca, c'est peut-être le meilleur indicateur de sa réussite. Dans un pays où des adolescentes sont traquées comme une marchandise, le luxe, c'est parfois de pouvoir enfin disparaître.

Les auteurs